

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

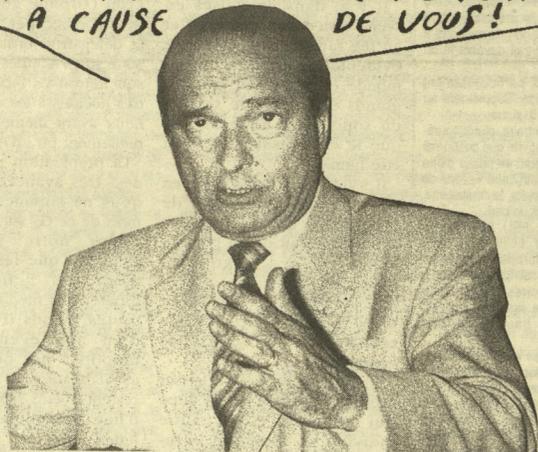
11 AU 17 AVRIL 1996

N° 1038

10,00 F

PRÉ-G7 DE LILLE, G7 DE LYON... MOBILISATION DES TRAVAILLEURS CONTRE LES SUPPÔTS DU CAPITAL

ET MERDE PENSER AOX
CAMARADES CAPITALISTES QUI
RISQUENT DE CREVER DE FAIM
A CAUSE DE VOUS!



CA Y EST, LA MASCARADE est passée ! Le pré-sommet du G7 de Lille est fini. Reste celui de Lyon, à la fin juin. Certes, ce sommet des ministres de l'Emploi, des Finances et de l'Economie du G7 fut un tantinet pâlichon, boudé même par les organisateurs du spectacle. Certes, la tentative présidentielle de nous faire rire avec sa fameuse « troisième voie » en matière de politique de l'emploi, pourtant maintes fois expérimentée (souvenez-vous : la fracture sociale, le pacte républicain, la lutte contre l'exclusion...) s'est révélée un flop lamentable. Il n'y eut guère qu'un ministre halluciné (le très pieux Jacques Barrot) pour tenter de la reprendre (1). Certes, il n'y eut même pas de communiqué commun en fin de réunion, si ce n'est un vague

accord sur des propositions de Chirac. Certes, aucune clause « sociale » en matière de commerce international n'a été adoptée, les Etats-Unis trouvant qu'interdire plus que l'esclavage et le travail des enfants était déraisonnable. Certes, la couverture médiatique ne fut pas des plus passionnées, la plupart des grands quotidiens reléguant en pages intérieures cet événement planétaire. Là aussi, il n'y eut guère qu'une presse régionale quelque peu enivrée pour en faire la « une » à plusieurs reprises, de numéro spécial en « Lille, capitale mondiale » (2). Alors, un sommet pour rien ? Pas vraiment. Pour les bourgeoisies des 7, et particulièrement en France après le mouvement de novembre-décembre et au moment de la déréglementation des télécommunications et des ordonnances en matière de santé, il était essentiel de faire passer le message : « ce sera comme ça et pas autrement ! ». Ce sera la soumission à la concurrence

sauvage mondiale sous le regard des grands organismes financiers internationaux. Ce sera la poursuite de la déréglementation en matière de droit du travail. Ce sera la fin de la sécurité de l'emploi et l'avènement de l'ère nouvelle et joyeuse de l'assurance de l'« employabilité ». Des contrats de travail à durée indéterminée ? Ne rêvons plus ! Ce sont les temps modernes des contrats-jetables, permettant la *souplesse* de la gestion du personnel. Flexibilité ! Et Jacques Barrot de nous prédire que, chez nous qui sommes des êtres civilisés, tout ce beau programme se fera dans la concertation et le dialogue avec les partenaires sociaux. En bref, donc, le « Champ libre du libéralisme », ainsi que titrait Nord-Eclair du 3 avril (3).

Face à cela, un contre-sommet. Ou plutôt deux. La recombinaison de la gauche sur Lille a pris du plomb dans l'aile. Au départ, un collectif « uni-taire » pour l'organi-

(suite p. 2)

Mort aux vaches folles ?

SOMMES-NOUS à la veille d'une catastrophe en matière de santé publique ? La réponse à cette question, vue sous l'angle de la maladie de la vache folle et de sa possible transmission à l'homme, est particulièrement floue : en gros, on ne sait pas comment cette pathologie se transmet entre vaches, si elle se transmet à l'homme, si elle a un quelconque rapport avec les cas « nouveaux » de maladie de Creutzfeldt-Jakob, quelle est son origine exacte (virus, prion...), etc. Bref, la science patauge. Cela dit, nous sommes en train de vivre une histoire édifiante, dont la suite promet d'être croquignolesque.

L'économie capitaliste par l'exemple

Au départ de cette affaire, une conséquence de la stricte orthodoxie libérale : les éleveurs ont intérêt à produire à bas prix, et recherchent donc des aliments bon marché. Les producteurs d'aliments trouvent le créneau juteux et y voient un débouché intéressant pour les cadavres d'animaux équarris. Tout cela devant être rentable, il est nécessaire que la transformation des carcasses soit aussi peu coûteuse que possible, ce qui implique un contournement des normes d'hygiène et un abaissement du temps de cuisson (dont la fonction est de détruire les substances pathogènes). Ce qui impose aussi des contrôles sanitaires pas trop regardants : les lobbyistes ont obtenu que l'alimentation pour bétail relève à Bruxelles de la Direction de l'Industrie, c'est-à-dire un service sans compétence claire en la matière.

Un bon scientifique fait où on lui dit de faire

La maladie de la vache folle apparaît suite à l'ingestion par les bovins de déchets de moutons atteints de la « tremblante », et s'étend à grande vitesse en Grande-Bretagne. Quelques chercheurs tirent la sonnette d'alarme, s'inquiètent du possible rapport entre les encéphalopathies bovine et humaine. Terrible conséquence : le lobby des éleveurs s'insurge. Les chercheurs subissent le sort réservé aux fouille-merde : retrait des crédits, ostracisme général de la communauté scientifique.

On est prêt à abattre des millions de vaches pour sauver les cours de la viande, pas pour sauver des vies

Vous l'avez remarqué : les décisions d'abattage de bovins ou de commercialisation « suspendue » ne sont jamais justifiées, dans les discours officiels et médiatiques, par des raisons de santé publique. Elles sont préconisées pour « rétablir la confiance chez les consommateurs ». Explication : le même lobby des éleveurs cité plus haut, devant la panique provoquée par la « révélation » d'un lien possible entre la maladie de la vache folle et la maladie de Creutzfeldt-Jacob (lien qui était évoqué un peu partout depuis des mois, par exemple dans le *Science et Vie Junior* de mars, sans que nul ne s'en émeuve...) et l'effondrement des cours provoqué par l'embargo,

(suite p. 3)



FOP 2520

G7 : mobilisation des travailleurs contre les suppôts du capital

(Suite de la « une »)

sation d'un contre-sommet (4). Des associations et mouvements prêts à toutes les contorsions pour apparaître unies. Manque de pot, les divergences au sein de ce fatras sont trop importantes pour permettre l'élaboration d'une plateforme commune contre le G7. Qu'à cela ne tienne, on se contentera d'un simple appel à manifester. Mais courant février, patatras ! L'Union régionale CFDT organise des réunions strictement syndicales pour la tenue d'un contre-sommet syndical international. Pourquoi à part ? Il y aurait sans doute à rechercher du côté de l'investissement de l'Union locale CFDT de Lille dans le collectif unitaire. Les premiers sont pro-Notat, les seconds oppositionnels... Bref, la CGT décidera de rejoindre ce collectif des syndicats jaunes (avec en outre la CFCT, l'UNSA et la FEN, et quelques centrales belges).

1^{er} anniversaire de la réquisition du 61, rue Myrha (Paris 18^e)

Le samedi 13 avril, dès 14 h, les résidents vous invitent à participer à leur journées « porte ouverte » (exposition, histoire de l'occupation, buffet, musique, débat sur le logement, vidéo, table de presse).

Cette initiative est soutenue par la FA, la CNT et le SCALP-REFLEX du 18^e.

Turpitudes des alliances d'appareils.

Côté mobilisation, ce fut plutôt contrasté. Le 1er avril, une manifestation syndicale d'à peine 1 500 personnes. L'avant-veille, le 30 mars, une manifestation honorable d'environ 5 000 personnes, pour la plupart des militants (5) Le PC comptait récupérer le plus gros du bénéfice médiatique de l'affaire : plusieurs centaines de milliers de tracts imprimés, une réunion internationale les 29 et 30 mars de représentants des partis « progressistes », l'appareil mobilisé dans son ensemble (plus de soixante bus mis à disposition par les municipalités communistes de la région Nord/Pas-de-Calais). Résultat : moins d'une vingtaine de bus, dont certains aux trois-quarts vides. La marée rouge attendue n'est pas venue. Et les représentants du PC d'avouer, piteux, que ça n'intéressait pas leurs sympathisants, qu'ils avaient bien essayé, à défaut, de remobiliser contre la présence de Chirac... Par contre, la surprise est venue pour nous des rangs libertaires : ce fut l'un des cortèges les plus importants (6). Qui plus est international. Il y avait la CNT, la FA, l'OCL de Boulogne-sur-Mer, ceux, nombreux, qui ne faisaient partie d'aucune organisation, des compagnons de Paris (si peu...), Bruxelles, Liège, Charleroi, Berlin, Londres... Et des gens qu'on avait jamais vus. C'est peu dire que cette manifestation joyeuse et contestataire fut pour nous un succès qui a dépassé nos espérances. On ne peut pas en dire autant de la parade du lendemain, annulée pour cause de... neige, ni de la réunion publique du 3 avril. Charles Lorient,

du Mouvement pour l'Autogestion distributive, nous fit pourtant bien le plaisir de venir parler de mondialisation, de finance internationale, de monnaie capitalisable et de spéculation, des systèmes d'échanges locaux, au Centre culturel libertaire. Mais les foules ne se sont pas déplacées : une quinzaine de personnes. Pourtant, il y avait beaucoup à dire au lendemain de ce G7. Répéter qu'il n'y a rien à attendre de gouvernements qui n'ont même plus la maîtrise de leur politique économique et financière. Répéter que la mondialisation du capitalisme n'est pas une fatalité et qu'il faut lui répondre par la mondialisation de la lutte des classes et des solidarités internationales des exploités et des opprimés (7). Marteler qu'il n'y a pas de solution capitaliste au chômage et à la misère. Que tant que l'individu sera mesuré, réglé, imposé, contrôlé, enrôlé, flexibilisé, légiféré, discriminé, exploité, opprimé à l'aune de la rentabilité, de l'argent, de la marchandise et du travail salarié, il crèvera de faim, de froid, de peur, de guerre, d'ennui. La révolution, c'est pour quand ?

BERTRAND (gr. Humeurs Noires - Lille)

(1) Citons Jean-Claude Paye, secrétaire général de l'OCDE, qui prédisait, à titre personnel, dans les Echos du mercredi 3 avril, que celle-ci tiendrait davantage du modèle américain.

(2) La Voix du Nord, particulièrement servile à cette occasion. Supplément au numéro du dimanche 31 mars.

(3) Nord-Eclair, au contraire, plutôt courageux pour ce G7. Il est vrai que ce journal du groupe Hersant serait en passe d'être une nouvelle fois « restructuré », voire de disparaître. Alors, l'emploi, le capitalisme, ça doit interpeller quelque part.

(4) AC I, PCF, Verts, FSU, SNUJ, Union locale CFDT, AREV, LCR, JCR, LDH, SUD, UFF, Confédération paysanne, CNT, Centre culturel libertaire... Le groupe Humeurs Noires (FA) s'en est retiré, même si notre signature apparaît malgré tout sur les tracts, sans notre accord !

(5) 2 500 personnes selon la Voix du Nord, 4 500 selon Nord-Eclair... quelques centaines selon le Monde !

(6) Pas moins de 300 personnes selon Nord-Eclair, et c'est effectivement un minimum. A comparer au Mouvement des Citoyens, à peine suffisamment nombreux pour tenir sa bannière. Ce qui n'a pas empêché France-Info de rendre compte de cette manifestation en citant le PC, les Verts... et le MDC. Mystère des dépêches d'agences.

(7) A ce sujet, Artisans du Monde organise une conférence dans le cadre de la campagne « Libère les fringues » le 26 avril à 20 h, à la MNE, 23, rue Gosselet, à Lille, avec des syndicalistes du sud-est asiatique, dont la NGWF du Bangladesh.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

LES 27, 28 ET 29 JUIN LE G7 EST A LYON

Une bouffonnerie contre la lutte de classe !

Décidément, les rencontres au sommet entre représentants des bourgeoisies dominantes l'économie transnationalisée se succèdent à un rythme impressionnant. En quelques semaines, il y a eu Davos, Singapour, Bangkok, Maar el-Shem, Turin et enfin Lille. Sont d'ores et déjà annoncées les prochaines réunions de Moscou, courant avril ou début mai, puis celle de Lyon, fin juin, avant un petit retour en Asie du sud-est et en Europe à l'automne, pour terminer le travail commencé à Turin et Bangkok. Et la liste n'est sûrement pas exhaustive.

Face à cette avalanche d'événements, il y a de quoi rester perplexe, et de relativiser l'intérêt de ces opérations médiatiques alors que les décisions politiques et économiques importantes sont généralement prises avec un luxe de discrétion et à l'abri des caméras, dans les conseils d'administration des transnationales bancaires et industrielles.

Il y a, dans ces mises en scène systématiques des G7 et autres facéties, une volonté évidente de prouver que le monde est gouverné, que les grands de ce monde se font du souci pour notre avenir, que le capitalisme sait aussi être humain.

Il s'agit bien d'une mise en condition des populations de la planète pour leur faire accepter le fait qu'un pouvoir mondial se met progressivement en place et que cela est nécessaire à l'établissement d'une sorte de justice et à une régulation des échanges commerciaux.

Il s'agit de ne pas se laisser prendre à ce petit jeu de dupe qui voudrait que chaque individu se soumette librement à la déréglementation et à la flexibilité totale pour que son groupe socio-économique soit gagnant. Foutaise !

La réalité, c'est que Danone, Michelin ou l'entreprise France (?) gagnent du fric à la pelle.

La réalité, c'est qu'en Thaïlande, au Japon ou aux Etats-Unis, la bourgeoisie tient le même langage qu'ici : travaillez citoyennes et citoyens !... Et fermez votre gueule, sinon les autres vont vous prendre votre emploi.

A Lyon, les médias aux ordres diffusent systématiquement ce genre de discours. Tout le monde s'en fout, mais ça occupe quotidiennement journaux et télé locales. Il faut vraiment être sourd, aveugle et muet pour ne pas savoir que les Japonais vont arriver le 27 juin, avec leurs

propres appareils de musculation et sauna d'appartement, que les Américains trouvent la cuisine lyonnaise trop grasse ou qu'Elstine descendra sans doute dans une suite ou les tapisseries et penderies auront été refaites à neuf. Sans doute est-ce pour motiver les enfants des écoles qui orneront les parcours présidentiels.

Curieusement, on nous parle peu des milliers de flics qui ne manqueront pas de donner la réplique à d'éventuels tribulations. D'ores et déjà, nous savons que la manif du 22 juin, prévue par les « Autres voix de la planète », se fera sur un parcours entièrement sécurisé. C'est-à-dire qu'il sera impossible de sortir de la manif en cours de route. Toutes les rues adjacentes seront barrées et contrôlées par la flicaille. Tout sera analysé et normalisé, avec le concours des organisateurs de cette procession.

Un avant-goût a été donné vendredi dernier quant à l'attitude policière. Le GAG de Lyon (Groupe anti-G7) avait décidé d'occuper un hôtel de la délégation britannique. Les 30 à 40 personnes du GAG se sont retrouvés face à des flics très décidés à les expulser des lieux avant même qu'ils aient réellement pu investir l'hôtel.

La préparation policière est déjà très avancée, alors que nous ne sommes qu'à trois mois de ce G7 sur l'emploi.

Pour notre part, nous acceptons le fait qu'un pouvoir mondial se met progressivement en place et que cela est nécessaire à l'établissement d'une sorte de justice et à une régulation des échanges commerciaux.

Il s'agit de ne pas se laisser prendre à ce petit jeu de dupe qui voudrait que chaque individu se soumette librement à la déréglementation et à la flexibilité totale pour que son groupe socio-économique soit gagnant. Foutaise !

La réalité, c'est que Danone, Michelin ou l'entreprise France (?) gagnent du fric à la pelle.

La réalité, c'est qu'en Thaïlande, au Japon ou aux Etats-Unis, la bourgeoisie tient le même langage qu'ici : travaillez citoyennes et citoyens !... Et fermez votre gueule, sinon les autres vont vous prendre votre emploi.

A Lyon, les médias aux ordres diffusent systématiquement ce genre de discours. Tout le monde s'en fout, mais ça occupe quotidiennement journaux et télé locales. Il faut vraiment être sourd, aveugle et muet pour ne pas savoir que les Japonais vont arriver le 27 juin, avec leurs

BERNARD (gr. Déjacque - Lyon)

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an	45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Mort aux vaches folles ?

(Suite de la « une »)

réclame des mesures d'abattage massif, dernière solution pour éviter une faillite générale.

La démagogie surfe bien sur la panique

C'est une confirmation de l'air du temps : on avait cru le déceler dans le discours lepéniste, on l'avait remarqué au moment des primaires américaines, c'est clair ici : l'extrême droite retrouve ses pulsions anti-capitalistes, et ne se gêne pas pour mettre en cause dans ses discours les « gros », les puissants, et même la logique du marché, pour peu qu'il y ait des électeurs à gagner. De ce point de vue, la lecture des réactions de Philippe de Villiers ou de son acolyte Jimmy Goldsmith, qui n'ont pas de mots assez durs contre les lobbies agro-industriels, sont édifiantes. On ne s'y trompe évidemment pas : il s'agit de ménager ses entrées dans la Coordination rurale, et de rafler la mise d'un réflexe de peur, comme Le Pen a su le faire pour le sida ou l'insécurité. néanmoins, il faudra analyser les conséquences possibles de cette évolution « démago-populiste ».

Que fera-t-on des bovins abattus ?

Pour le coup, c'est bien un problème écologique qui se pose. Dans la mesure où on ne sait pas quel est le vecteur de la maladie de la vache folle, on ne sait pas non plus comment s'en débarrasser, ni au juste quelle partie du cheptel est en

danger, voire dangereuse. Si on choisit la politique du risque minimal, ce sont des millions de bovins qu'il faut abattre. Et après ? Après, c'est la catastrophe : l'hypothèse médicale qui tient la corde est le prion, une protéine dont les propriétés sont pour le moins déroutantes. Notamment, le prion résiste extrêmement bien à la chaleur. En d'autres termes, brûler les vaches abattues, sauf à y mettre un prix monstrueux, revient à disséminer les prions dans l'atmosphère. C'est d'ailleurs ce qui se passe depuis l'apparition de la maladie... Les enterres pose le même problème, les congeler ne résout rien et les jeter à la mer (vieux solution quand on ne sait plus quoi faire) n'est plus très populaire. Reste la mise en orbite... Rassurons-nous toutefois : il y a peu de chances pour que nous soyons trop informés : après tout, n'importe quel vétérinaire, n'importe quel ouvrier peut parler du non-respect des normes d'hygiène (des camions non bûchés aux autoclaves trop coûteux - en panne -) dans les usines d'équarrissage, et cela n'en a jamais fait fermer une !

Quid de l'amiante, la pollution urbaine, les centrales nucléaires ?

Encore une fois, seules les conséquences économiques et commerciales de la panique actuelle sont de nature à pousser les gouvernements vers des mesures radicales. Et, en aucun cas, des considérations de santé publique. La preuve : il y a bien d'autres dangers, avérés ceux-là, qui causent des morts en nombre considérable, et contre lesquels on ne fait à peu près rien. Pour n'en citer que quelques-uns :

- La pollution urbaine, source de plusieurs dizaines de décès à Paris ou Lyon cette année, et de milliers de cas d'asthme : qu'on ne nous fasse pas rire avec la loi Lepage, qui est passée à la moulinette du lobby pétrolier français !

- L'amiante, aux vertus cancérigènes bien connues, mais qui n'ont jamais perturbé le moindre cours sur le campus universitaire de Jussieu, pour ne prendre qu'un exemple parmi des milliers.

- Le péril nucléaire, patent dans toute l'Europe de l'est, présent aussi à La Hague.

Ce type de catastrophe médicale est souvent difficile à prévenir. Notamment, le temps d'incubation (parfois des années) rend à peu près impossible toute politique de « risque zéro » consistant à attendre indéfiniment l'apparition d'éventuels effets secondaires liés à une innovation industrielle, technologique ou médicale : n'oublions pas que la radioactivité a été considérée pendant des années comme une panacée (Arsène Lupin prenait des cures de jouvence dans une mine d'uranium...); n'oublions pas non plus les réactions que suscite la décision de différer de quelques mois la commercialisation d'un médicament lié au sida. De ce point de vue, aucune société, pas même anarchiste, ne peut se prémunir contre les risques du « progrès », sauf à refuser toute évolution, ce qui poserait bien d'autres problèmes. Du moins voit-on à travers cette affaire de vaches folles comment la logique de l'économie capitaliste peut multiplier ces risques, entraver la détection des éventuels accidents et empêcher leur résolution, quitte à s'asseoir sur des milliers de vies humaines. Mais ce n'est pas à proprement parler une révélation !

COQ'S

Les violences de l'école

LES DES RÉCENTS soubresauts — que connaît d'ailleurs périodiquement l'institution scolaire, surtout quand coïncident la fin de l'iver, l'achèvement d'un trimestre lourd et le début des orientations — la presse officielle n'a pas manqué de faire preuve, à nouveau, de consensus peu original pour analyser les origines de ces « flambées de violence ». Certes, la délinquance de l'environnement externe influe aussi sur le moral des jeunes de cette société.

Chacun y est allé de sa litanie de propositions, qui se résument à davantage de moyens, un allègement des effectifs par classe et un encadrement renforcé en personnel. On a même pu lire que le SNETAA, syndicat de la FSU, revendiquait « une demande de protection de ses fonctionnaires par l'Etat » (1). Plus comique est ce tract de FO distribué dans mon établissement et intitulé *Les vraies réponses à la « violence » à l'école*. Ses signataires, tels les sauveurs des situations impossibles, nous annoncent un scoop en déclarant : « Les personnels ne veulent pas gérer la violence, ils veulent faire leur travail et avoir les moyens de le faire : les enseignants veulent enseigner. Les surveillants veulent surveiller pour aider les élèves à travailler [sic], les agents et ouvriers professionnels veulent faire leur travail d'accueil, d'entretien de restauration » [resic]. Eh voilà, de la pure démagogie ; chacun chez soi et les oies seront bien gardées. D'une analyse du rôle de chacun dans cette vénérable institution, aucune. D'une prise en compte du mal-être des jeunes, que nenni ! Pas de vague, le système est très bien en l'état.

Le comble de la paranoïa est atteint quand il s'agit des innovations du très réactionnaire Syndicat national des personnels de direction de l'Éducation nationale (SNPDEN), regroupant les trois-quarts des 12 500 chefs d'établissement, qui a été à l'initiative de la table ronde sur la violence à l'école du 20 février dernier. Ce très inquiétant lobby

préconise ni plus ni moins : 1) de placer « dans des établissements spécialisés » les élèves qui auraient « des comportements que l'école ne peut résoudre ». 2) de « rayer des listes » les élèves après deux avertissements liés aux absences. 3) « d'accélérer les procédures disciplinaires en accordant des possibilités accrues aux chefs d'établissement ». 4) de renforcer « la présence des services de police aux abords des établissements scolaires où sévissent le racket, la violence et la drogue » (2).

On savait que les missions des chefs d'établissement s'étaient très instructivement orientées vers la gestion au détriment de la pédagogie mais là il s'agit d'une véritable métamorphose en gardes-chiourme rugissants et mordants.

Pour tenter de s'extirper de ces débats médiatico-passionnels et considérer la question avec un peu de recul et de raison, il faut d'abord faire observer que les quelques actes d'agression de cette année, ainsi que les deux-trois décors en carton-pâte des collègues qui ont brûlé ne sont le fait que d'une vingtaine d'établissements, ce qui est peu au regard du nombre total dans ce pays. D'autre part, la violence des jeunes existe, ni plus ni moins que celle des adultes, ni plus ni moins qu'autrefois. Pour illustration, on peut rappeler qu'en 1848, est décrété l'interdiction du port de l'épée dans les établissements scolaires ou qu'auparavant, en 1815, par exemple, une rixe intervilleoise avait entraîné la mort de cinq jeunes (3).

Personne ne conteste le fait que la violence des jeunes, dans ou aux abords de l'institution scolaire, soit liée à une violence secrétée par la société et son cortège de misère : chômage, ennui, délabrement ou absence de logement, dégradation des soins, dislocation du tissu social. Je dirais même que face à cela, la violence extériorisée des jeunes est encore un signe de santé mentale.

Mais, c'est là-dessus que tous les discours beuglants des médias et de la presse syndicale se sont tus, plus grave car plus sous-mu, moins spectaculaire et admise par tous, est la violence générée par l'école elle-même. Celle qui fait que les jeunes retournent cette violence contre eux. Bernard Defrance rappelle dans un excellent petit ouvrage, *La violence à l'école* (4), que le suicide est la deuxième cause de mortalité chez les jeunes après les accidents et qu'il s'élevait à douze-treize tentatives par jour. Très souvent, celles-ci seraient en rapport avec l'école. En rapport sans doute avec l'absence de lieux de parole qui caractérise l'école ; en rapport probablement avec l'absence de pouvoir décisionnel dont les élèves sont si habilement dépossédés ; en rapport certainement avec l'absence de règles internes de fonctionnement claires, justes et uniques quel que soit le type d'établissement ou même quel que soit le cours, le professeur au sein d'une même école ; en rapport indubitablement avec la densité des programmes et la nécessité des examens.

Rêvons un peu

Si les jeunes pouvaient décider de l'organisation des structures au sein de leur école (foyer, cantine, clubs, CDI...) ou de la gestion de leur temps sur la semaine et sur l'année ou du contenu de leur formation ou encore (mais là j'abuse !) du personnel qui les forme...

Si l'éducation n'était pas qu'un simple empiètement de connaissances mais également une véritable appropriation de la construction de ses propres savoirs ainsi qu'une participation active à la gestion des lieux où cet apprentissage s'accomplit...

Si le détenteur du savoir qui est aussi le détenteur du pouvoir voulait bien opérer une vaste remise en question et commencer à le partager avec son partenaire direct, l'élève...

Si tous ces systèmes de punitions, brimades, notation-orientation-sanctions, « conseils de classe » — véritables mascarades en vase clos de pantins imbus de leur pouvoir —, se métamorphosaient en lieux de parole, d'échange, de concertation et d'évaluation, avec du temps qu'on laisserait au temps (car l'apprentissage n'est qu'une affaire de mûrissement, pas de rentabilité) et des jeunes qui seraient en mesure d'évaluer leur propre progression pédagogique...

Si l'école était enfin décontextualisée, c'est-à-dire non assujettie aux besoins pressants de la société marchande et dont les décisions chiffrées dictées d'en-haut par M. Bayrou en sont le reflet... Lequel M. Bayrou et ses sbires ont essentiellement pour souci de trier la poignée de jeunes qui sera réservée à l'élite, encadrante de la société, et la grosse masse qui ira au turbin pour servir les premiers. Notons, au passage, que l'orientation est un sujet sensible à l'école et que c'est bien pour cette raison que la tension est la plus

vive dans les collèges aux périodes d'orientation. Dans les lycées, de toute façon, les jeux sont faits et les jeunes pacifiés. Cette décontextualisation permettrait aussi que cet esprit de compétition qui brise ceux qui dans la course prennent du retard, ne soit plus la valeur de référence. Car en cette période de chômage, la pression est très forte sur les frères épaules des élèves.

Enfin, si apprendre avait soudain une saveur et un sens et si l'ennui mortifère des salles de cours laissait place au plaisir de découvrir et à un peu de créativité...

Alors pour nous, adultes, l'ordinaire de nos vies en serait déjà sensiblement changé.

MARIE-HÉLÈNE BARDONNET

(1) *L'Apprentissage public*, SNETAA, n° 395, février-mars 1996, p. 14.
(2) *Le Monde* du 21 février 1996, p. 12.
(3) Cité par Bernard Defrance lors de l'une de ses conférences.
(4) Bernard Defrance, *La violence à l'école*, éditions Syros Alternatives, 1992, p. 30.

A LA PETITE SEMAINE

Le flic flippe

À l'image des citoyens qu'il est censé protéger et qui fonctionnent de plus en plus, nous dit-on, à l'antidépresseur, le policier français est morose. Le flic flippe.

Naguère encore fièrement dressé sur ses ergots, aussi stupide qu'agressif, le vaillant coq gaulois des basses-cours de commissariat se voit remplacé par le petit poulet dépressif, déplumé par la tempête d'incompréhension et de mépris soufflant sur le fumier de la politique sécuritaire où il patauge. Fini le coup de sifflet péremptoire et le képi imposant, place aux neuroleptiques et aux tranquillisants.

Le phénomène est paraît-il grandissant et ne cesse de faire de

victimes. Car le flic d'antant qui, régulièrement et impunément, défouillait pour une de ces bonnes vieilles « bavures » qui ont fait sa renommée ne dégage plus que pour retourner son arme contre lui.

C'est triste ! Triste mais compréhensible. Car cette profession où haine, violence et racisme ont perpétuellement trouvé refuge a besoin de temps à autre d'un défoulement collectif libérateur. Or, en cette période des droits de l'homme triomphants, pas une rafle pour Vél d'Hiv à l'horizon. Pas de Charonne en perspective. Pas une ratonnade massive en vue. La dernière a plus de trente ans. Déprimant !...

FLORÉAL

Les axes de lutte d'ASUD

ASUD (Auto-Support des Usagers de Drogues) est certainement l'association d'usagers de drogues la plus importante en France, avec une vingtaine de groupes. Comme le disait l'édito du premier numéro de son journal : « *Nous sommes nés d'une part pour la prévention des risques sanitaires qui nous menacent et d'autre part pour le respect des droits de l'Homme. Que ce journal soit un pavé dans la mare des préjugés et des indifférences...* » Dénoncer une situation absurde, une répression des usagers qui n'a fait qu'aggraver la situation : multiplication du nombre d'usagers, d'overdoses, du trafic, 80% des usagers sont porteurs de l'hépatite C, 40% des usagers sont porteurs du virus HIV...

ASUD participera le samedi 20 avril, à 16 h 30, à la librairie du Monde Libertaire, à la conférence sur les drogues, organisée par la FA de Nantes, avec Régis Balry, à l'occasion de la sortie de la brochure *Drogues, le débat censuré. Liberté individuelle et logique d'Etat*, publiée aux éditions du Monde Libertaire.

L'interview qui suit présente donc aux lecteurs et lectrices du Monde libertaire ASUD, mais aussi l'auto-support en général.

Comment sont nées les associations d'auto-support ?

ASUD : Les premiers groupes d'« auto-support » sont nés en Hollande à la fin des années 70. Il s'agissait des célèbres Junkie-benden de Rotterdam ou d'Amsterdam. Ces organisations ont imposé la distribution gratuite de seringues, et ce bien avant le SIDA. Quelques années après, des groupes d'usagers se sont formés en Angleterre et en Allemagne. Aux Etats-Unis, il s'agit surtout de groupes d'ex-usagers, du type Narcotiques Anonymes.

Le point commun de tous ces groupes d'usagers, c'est la volonté de sortir des images dans lesquelles on nous enferme depuis quelques décennies : celle de malades ou de délinquants. C'est aussi l'affirmation humaine de vouloir nous faire les artisans de notre propre destin.

Quelles sont vos revendications, vos actions ?

ASUD : ASUD a actuellement un

programme de dix mesures qui explicitent bien nos axes d'interventions :

- Accès facilité aux seringues (distribution automatique).
- Mise en place de programmes méthadone (ainsi que des programmes pour les autres produits de substitution) dans toutes les grandes villes.
- Organisation de réseaux de médecins généralistes se répartissant la prise en charge des toxicomanes...
- Accès libre, gratuit et sans condition de sevrage aux soins médicaux et hospitaliers.
- Arrêt immédiat des incarcérations de toxicomanes pour simple délit d'usage de stupéfiants et suppression de l'injonction thérapeutique.
- Prise en charge médico-sociale des détenus séropositifs pendant leur incarcération et après leur sortie.
- Visite obligatoire d'un médecin aux toxicomanes en garde à vue depuis plus de huit heures.
- Augmentation des places disponibles en post-cure.
- Mise en place de structures

d'accueil et d'hébergement pour les toxicomanes marginalisés, souvent sans couverture sociale.

• Aide des pouvoirs publics à la création et au fonctionnement autonome de groupes d'auto-support.

Actuellement, nous agissons principalement par rapport à deux axes d'interventions : le shoot propre (avec diffusion de plaquettes d'informations et de kit contenant des seringues, alcool, coton...), ainsi que des actions vis-à-vis des programmes de substitution.

Où en sommes-nous avec les produits de substitution ? Quelles ont été vos relations avec Simone Veil, responsable de la mise sur le marché de la méthadone ?

ASUD : Début 1995, la méthadone est toujours interdite en France. Depuis mars 1995, elle est autorisée à la vente, mais seulement quelques petits milliers y ont actuellement accès dans des programmes trop contraignants : analyses urinaires, visite quotidienne au centre... Il nous faudrait au moins 50 000 places ! Plus récemment, début 1996, un nouveau produit de substitution a été mis sur le marché : le Subutex.

Apparemment la réaction d'une majorité des usagers est négative : dépendance et accoutumance importante avec des effets secondaires. Mais dans ce débat, le plus important c'est d'avoir conscience que chaque individu unique devient toxicomane pour des raisons particulières et vit en tant que toxicomane des conditions sociales et psychologiques uniques ; c'est donc la conception même de la substitution qu'il faut revoir ! Il faut mettre sur le marché un maximum de produits :

aujourd'hui des toxicos s'en sortent avec du Moscotin, du Skenon (qui sont des sulfates de morphine). Il faut donc mettre un maximum de produits de substitution, ainsi que des programmes d'héroïne pure contrôlée... Par rapport à la deuxième question, depuis 1994, nous vivons une drôle de période. Pasqua, pour

une raison méconnue, lance un débat « Drogues douces - drogues dures », puis le retire pour l'enterrer dans une commission dont il perd finalement le contrôle. Nous avons connu Simone Veil avec ses contradictions et ses trahissements avec le ministère de l'Intérieur... Ces personnages politiques, pour leur propre vie médiatique et donc leur survie politique, ont besoin de construire un discours autour d'eux. S'il existe souvent des conflits entre le ministre de la Santé et le ministre de l'Intérieur, leur nature n'est ni sociale ni politique : ce sont des conflits d'intérêts. Quant à nous, au niveau ASUD, au-delà de ces jeux politiques, on utilise les choses dès que l'on a les moyens. On entre dans l'arène dès que l'on peut, pour tenter d'améliorer le sort de milliers de personnes qui crèvent d'une politique catastrophique.

De toute façon, quand on parle de l'Etat et de ses représentants, il ne faut pas perdre de vue que le plus gros dealer c'est l'Etat. S'il existe un phénomène de toxicomanie vraie, c'est parce que l'Etat entretient son deal : la drogue rapporte plus que le pétrole !

Quelles sont vos relations avec la justice ?

ASUD : Chaque membre d'ASUD a eu au moins affaire une fois à la justice, mais à titre personnel. Jusqu'à maintenant, contrairement au Collectif d'Informations et de Recherches Cannabiques (CIRC), nous n'avons aucun procès en cours contre nous. Par contre, nous avons intenté un procès, classé depuis, contre MM. Chirac, Balladur, Fabius, Seguin, Pasqua... avec la même argumentation juridique que pour l'affaire du sang contaminé : le retard de la mise en vente des seringues 1985-1987 a contribué à propager le SIDA dans la population d'usagers. Visiblement l'affaire a peu attiré l'attention : un toxico c'est moins émuvant qu'un hémophile ! Mais l'affaire des « seringues » n'est pas finie. Non seulement nombre de pharmacies refusent cette vente ou

appliquent des prix énormes, mais la loi de 70 nous montre son côté paradoxal : on a le droit d'acheter des seringues mais pas de les porter sur soi. Pris en possession d'une seringue par la police, nous pouvons être poursuivis pour « incitation à l'usage ». La conséquence d'une telle contradiction est désastreuse : nombre de toxicos se font des shoots pourris dans un coin de rue ou dans des chiottes sales...

Que pensez-vous du débat « Drogues douces - drogues dures » ?

ASUD : Nos avis sont partagés : certains peuvent contrôler leurs usages d'héroïne ou de cocaïne. Dans ce cas, c'est l'usage qui peut être doux ou dur. Mais force est de reconnaître que, pour une majorité, le contrôle de l'usage est quasiment impossible. A côté, l'usage de cannabis n'est pas franchement dangereux pour le fumeur, c'est la police.

On entend régulièrement parler de « contrôle social » par rapport aux produits de substitution. Cet argument est faux : ASUD existe et agit grâce aux usagers substitués. Loin de nous endormir, la substitution nous a donné les moyens de réfléchir sur notre condition et nous a donné l'envie de nous battre !

• ASUD, 23, rue Château-Landon, 75010 Paris. Tél. : (16.1) 53.26.26.53. Fax : (16.1) 53.26.26.56. Abonnement à ASUD Journal : 50 F.

FORUM de la LIBRAIRIE du MONDE LIBERTAIRE samedi 13 avril - 16 h 30 avec Christophe Soulié autour de son livre « Liberté sur parole » (éditions Analis - 120 F) CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DU COMITÉ D'ACTION DES PRISONNIERS

La protection sociale en France : Etat des lieux alarmant

Le Centre de Recherches et d'Etudes en Economie de Santé (CREDES), conjointement avec les diverses caisses nationales de sécurité sociale, vient de publier les résultats d'une enquête sur la santé, les soins et la protection sociale des Français en 1994. L'enquête précise que l'échantillon sondé est de 9 934 personnes, représentant 90% des ménages de France métropolitaine.

Pour cet « échantillon représentatif », le bilan est plus qu'alarmant. Quatorze pour cent des personnes interrogées ne bénéficient d'aucune couverture complémentaire : pas de mutuelle ni d'exonération du ticket modérateur (partie des soins non prise en charge par la Sécurité).

L'enquête « dévoile » aussi que les taux de protection complémentaire sont les plus élevés chez les cadres (entre 40 et 50 ans) et les plus faibles chez les « ouvriers non qualifiés ». Moralité, il vaut mieux être un cadre vieillissant qu'un jeune manœuvre.

Les affections les plus fréquemment recensées sont les problèmes dentaires et les problèmes de vue. Or, la même enquête relève que les mutuelles remboursent moins les lunettes et les prothèses dentaires. Les hasards sont parfois troublants...

On apprend ensuite, presque d'une façon banale, que 14% des personnes interrogées ont un état de santé qui les empêche de mener une vie normale...

L'étude se penche ensuite sur un vieux démon : le tabac. On constate que sur 100 personnes de plus de 15 ans, 29 fument, 20 ont fumé et 51 n'ont jamais fumé. mais la proportion de fumeurs est minimum chez les cadres et maximum chez les ouvriers... La semaine en thalasso ou le paquet de Goldos, c'est selon.

Laissons encore parler les chiffres. En un mois, 18% des cadres ou professions intermédiaires ont eu recours à un spécialiste contre 9% chez les « ouvriers non qualifiés ». Ces derniers sont aussi en bas du tableau pour la consommation de médicaments, par contre, ils ont le premier prix pour les hospitalisations...

L'enquête se termine par un chapitre intitulé *Renoncement aux soins*, comme quoi cette pratique est déjà intégrée en tant

que fait social, quantifiable, analysable, inévitable. Lors des douze mois ayant précédé l'enquête, 15% des personnes interrogées déclarent avoir renoncé aux soins, particulièrement dentaires (42%) et optiques (23%), mais aussi, ce qui est encore plus grave, strictement médicaux (5,5%).

Si on analyse les catégories sociales ayant renoncé aux soins, on retrouve 24% de gens n'ayant pas de couverture complémentaire, mais également 15% de gens en ayant une. Parmi ceux qui ont renoncé à se soigner, se trouvent 30% de chômeurs pour 4% de cadres supérieurs.

Tous ces chiffres mettent à l'évidence que la médecine à deux vitesses, voire trois vitesses, est déjà instituée, avec en conséquence un renoncement aux soins qui n'est plus marginal.

Les ordonnances concernant l'assurance maladie, que Juppé veut faire passer en douce en ce moment, vont détruire encore davantage le peu de cohésion sociale que représentait l'assurance maladie. Sous prétexte d'assainissement des budgets (il n'y a pas de trou de la Sécurité, rappelés-le), et d'amélioration du contrôle des médecins, ces ordonnances vont augmenter la précarité et l'exclusion sanitaire.

BRUNO (gr. Jean-Roger-Caussimon - Nancy)

VERS UN CONTRÔLE FINANCIER ET POLITIQUE ACCRU DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ESPAGNE

Associations, l'Etat vous aime

LE GOUVERNEMENT s'intéresse aux associations. Nous connaissons tous les « associations 1901 »... Les voilà dans le collimateur. Tout le monde sait que le monde associatif est constitué de tout et n'importe quoi, depuis les joueurs de pétanque jusqu'aux clubs sportifs aux budgets indécents ; depuis l'aide aux malades du sida jusqu'à la recherche contre le cancer, ainsi que les organisations politiques les plus diverses... On peut bien sûr y trouver comme partout des personnes honnêtes et d'autres moins scrupuleuses... C'est apparemment à la suite du scandale de l'ARC que le gouvernement a annoncé un renforcement du contrôle des associations. Rassurant, non ?



La Maison des Associations Alternatives de la Formation à Pantin. Photo extraite de Silence n° 202 (mars 96).

Etre ou ne pas être lucratif

Ces associations que l'on appelle parfois « associations à but non lucratif » ne le sont pas toujours... Jacques Médecin et, plus récemment, Jacques Crozemarie l'ont largement prouvé. Les associations sont aujourd'hui un moyen facile d'enrichissement personnel, éventuellement de manière indirecte, en confiant des travaux à des entreprises qui...

Une association parfaitement légale peut effectivement permettre à une organisation de type maffieux de détourner l'argent public. « Des activités d'intérêt général de plus en plus nombreuses sont confiées par les communes à des associations uniquement pour échapper au contrôle du comptable public et aux règles de la comptabilité publique », déclarait à Oncle Bernard (1) un élu (anonyme !).

Le ministre de l'Intérieur a décidé « d'étoffer la cellule spécialisée [...] au sein de la direction centrale des renseignements généraux » (2) ; il demande aussi aux préfets de s'organiser de manière à mettre à jour régulièrement leurs informa-

tions concernant les activités des associations... Il s'agit d'un contrôle financier et politique. Plus exactement, dépassé par le nombre des associations (estimé à 700 000), l'Etat compte « renforcer [principalement] la surveillance des associations reconnues d'utilité publique (3) ».

Bien sûr, nous sommes toujours demandeurs de davantage de transparence, dans la mesure où celle-ci est une garantie contre l'arnaque. Il faut savoir que sur 217 milliards de francs de montants estimés en 1990 des budgets des associations, 129 milliards proviennent de fonds publics et 88 de sources privées (4). Il est bien connu aussi que les plus riches ne sont pas les plus généreux... Que l'on fournisse aux gens de bonnes raisons de ne pas se priver de donner aux associations humanitaires en tout genre n'est pourtant pas vraiment une réjouissance. Une association humanitaire honnête ne nous attire pas plus que celle qui a aujourd'hui un comportement d'entreprise capitaliste. Les associations humanitaires ont pour rôle d'exercer la solidarité sociale dont l'Etat se refuse de plus en plus d'être le garant. Cependant, la « bonne action »

du citoyen à l'égard des « bonnes œuvres » n'a jamais apporté de réponses durables aux vrais problèmes. Y-a-t-il moins de pauvres depuis que la charité existe ? Si l'on soigne mieux le cancer aujourd'hui qu'hier, on le soigne mieux chez les riches que chez les pauvres... En revanche, la charité apporte fort bien à ses acteurs l'impression de faire « enfin quelque chose de concret ». La belle illusion ! Les restaus du cœur empêchent effectivement les affamés de crever de faim mais ils ne les empêchent pas de crever quand même dans la misère. La charité n'a jamais été une solution mais un leurre de réponse au scandale.

Moins d'Etat, plus d'Etat ?

Depuis Martine Aubry jusqu'à Jacques Chirac en passant par la foule des militants déçus du gauchisme, l'opinion selon laquelle les associations sont plus proches du terrain donc plus efficaces que l'Etat est fort répandue. Voilà qui est intéressant. Et l'on voit de plus en plus fréquemment des associations de

plus en plus nombreuses fréquenter les ministères, allant de réunion en réunion... Alors où en est-on du « mouvement associatif » ? L'Etat met actuellement en place un dispositif de contrôle des associations. Il se dit convaincu de vouloir leur faire jouer un rôle grandissant. Jean-Louis Debré a ainsi pu déclarer récemment : « [...] il ne s'agit pas de jeter la suspicion sur le mouvement associatif. Mieux, il doit être question avant toute chose de le développer... (5) »

Le problème posé est donc de distinguer ce qui est un amoindrissement du pouvoir de l'Etat — par une sorte de privatisation d'activités réellement plus facile à gérer au sein de la société civile — de ce qui est au contraire un renforcement de son pouvoir, à travers le contrôle des associations. Autrement dit : doit-on être dupe des intentions du gouvernement ? Elles sont bien visibles quand il est à nouveau proposé d'augmenter les avantages fiscaux liés aux dons. L'Etat encourage bel et bien le développement des associations charitables. On peut donc croire que les associations sont appelées à jouer un rôle toujours accru dans la société. L'Etat, quant à lui, joue son rôle habituel de garant d'une économie inégalitaire.

LE FURET

(1) *Charlie Hebdo*, 21 décembre 1994.
(2), (3), (4) et (5) *Le Monde*, samedi 9 mars 1996.

ASSOCIATIONS

BESANÇON : RÉUNION CNT
La CNT du Doubs organise, le vendredi 12 avril, à 20 h 30, une réunion publique sur le thème suivant : « La flexibilité et l'annualisation du temps de travail », salle **Graisely, 11, rue Battant, à Besançon.**

PARIS : LES LOIS ANTI-IMMIGRÉS
A l'initiative de « 18° Parallèle » (SCALP-REFLEX) une réunion-débat aura lieu le vendredi 12 avril, à partir de 19 h 30, au **Centre social, 28, rue Laghouat, quartier de la**

Goutte-d'Or, 75018 Paris, au sujet des lois anti-immigrés Pasqua-Toubon-Debré.

PARIS : « UNE PRAXIS DE LA LIBERTÉ »
Le journal *l'Inactuel*, feuille de l'association de philosophie de l'UNEF Paris I et collaborateurs, vous invite à une conférence-débat autour du thème : « Une praxis de la liberté aujourd'hui », avec la présence de Miguel Benasayag, philosophe et animateur du collectif « Malgré Tout », le mardi 16 avril, à

12 h 30, à l'**université Panthéon-Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, salle 117** (le chemin sera indiqué à partir de l'entrée).

PARIS : « L'IDÉE LIBRE » REND HOMMAGE A ANDRÉ LORULOT
Un numéro spécial de *l'Idée libre* est disponible auprès de la Libre Pensée. L'œuvre d'André Lorulot, figure de proue de celle-ci, est rappelée sur 88 pages. Prix : 20 F.
La Libre Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris.

Le Centre libertaire organise les 13 et 14 avril à Bruxelles **LES RENCONTRES ANARCHISTES** (édition 1996) **BELGIQUE-NORD de la FRANCE**
Pour y participer, écrivez au **CENTRE LIBERTAIRE**
65, rue du Midi, 1000 Bruxelles **BELGIQUE**

La collectivité agricole « Los Arenalejos »

Nous invitons toutes les personnes en relation ou en sympathie avec le mouvement libertaire du monde entier à nous aider lors de la prochaine étape de notre développement : un « chantier libertaire d'été », du 1er août au 15 septembre 1996. Il est urgent pour nous de construire une menuiserie et un nouvel atelier pour les machines et outils, ainsi que de construire la première maison indépendante. Celle-ci sera faite de terre et de pierres.

Nous pensons pouvoir accueillir jusqu'à 30 personnes durant cette période. Nous vous rappelons qu'il fera chaud, que le travail est dur, mais pour celles et ceux qui désireront se maintenir « hors soleil », il y aura un tas de choses à faire ailleurs : organiser les repas, activités avec les enfants, enseignement, entretien, ménage et un million de choses à faire quand un collectif « roule ».

Les enfants, les musicien(ne)s et leurs instruments, ainsi que quelques professionnels ou « vrais amateurs » du bâtiment seront très bienvenus.

Ici, nous aimons la spontanéité et nous comptons sur vous, une fois de plus, pour l'animation. Par contre, en ce qui concerne le chantier, il nous faut nous organiser de façon efficace. C'est pourquoi nous vous demandons de nous écrire dès que vous pourrez, nous parler un peu de vous et nous indiquer les dates d'arrivée et de départ. Nous répondrons alors en donnant des détails plus précis pour arriver jusqu'à nous.

Il se peut que vous ne puissiez participer directement au chantier. Vous pouvez agir tout aussi efficacement en nous aidant économiquement et/ou en faisant participer un ami. N'oubliez pas que l'Etat ne nous aide pas, ni le désirons ! Même si la terre n'est pas très chère, il nous faut payer les boiseries, les carrelages, la plomberie, l'électricité, la nourriture pour le chantier...

Pour la France : chèque à l'ordre de l'école libertaire **Bonaventure**, avec mention « Los Arenalejos », **35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron.**

Pour la Belgique : chèque à l'ordre d'**Alternative libertaire** (CGER 001-0536851-32), **2, rue de l'Inquisition, 1040 Bruxelles.**

Ou directement sur notre compte : **Caja Rural Tolox (Malaga) n° 3072-335-59-20219645**, au nom de Florian Macarro Romero.

Vous pouvez écrire en français, en espagnol ou également en anglais à : **Colectividad Los Arenalejos, lista de correos, 29567 Alozaina (Malaga), Espagne.**

A Paris, pour plus d'informations, vous pouvez contacter Claudia ou Leonel au **43.40.93.79.**

LOS ARENALEJOS

LYON

IVG : Le cinéma d'épouvante des « fous de Dieu »

CLAIRE FONTANA, membre de la Trêve de Dieu, était à Lyon le 19 décembre 1995, salle Rameau. Le prétexte de cette réunion était la projection du film américain du docteur Nathanson, *Le cri silencieux*.

Nous y étions afin de nous forger une opinion (au sujet des commandos anti-IVG), basée sur nos propres observations. Nous y sommes allés avec appréhension : nous avions peur de découvrir une réalité que nous voulions nous cacher. Nous sommes libertaires et respectueux des femmes demandant une interruption volontaire de grossesse. Ce film allait-il nous bouleverser ?

Eh bien, grâce à cette conférence, nous savons pourquoi il est important de lutter contre ces commandos anti-IVG. Plutôt que l'information annoncée, il faut parler de « propagande », de « endoctrinement », de « bourrage de crâne », avec un déballage incohérent fait pour choquer et émouvoir : nous avons eu droit « aux corps calcinés des camps de concentration », à des évocations qui devaient faire naître en nous la question posée par Claire Fontana elle-même : « Serions-nous pires que les criminels de guerre ? », si nous acceptons l'avortement.

Un graphique suivait, montrant la progression des suicides, viols, mauvais traitements à enfants, délits de drogue, divorces depuis les lois autorisant la contraception et l'avortement ! (sic)

Claire Fontana, se comparant à Gandhi, entretient le culte de la personnalité, se cite en exemple et s'adresse à des gens d'un haut milieu social, qui, comme elle, « ont suivi des cours de philosophie » (sa démarche n'est donc pas adaptée au commun des mortels). Procédurière, elle étale ses victoires qui lui permettent aujourd'hui de s'exprimer et d'être célèbre.

Après ce ridicule conditionnement à l'émotion, le film a enfin été projeté : générique à faire peur, style mauvais film d'horreur ; mise en scène du docteur Nathanson, avec ou sans blouse selon qu'il se repentait d'avoir pratiqué de nombreux avortements ou qu'il manipulait les instruments chirurgicaux et la poupée en celluloid sensée être le fœtus.

Ce qui est choquant, ce sont les faux arguments concernant les différents stades du développement du fœtus, la pratique de l'IVG avec introduction d'une pincette « servant à broyer la tête du fœtus pour l'extraire... ». Notre « bon » docteur prête au fœtus des pensées, des peurs et un « cri silencieux » s'opposant à l'acte d'avortement.

Il y aurait encore beaucoup de choses à dire concernant ce mélomélisme de mégalomanie, de mensonges, de moralité visant à imposer à tous la culpabilité d'être libre. Ne parlons pas de la prière collective à l'entraîne.

A aucun moment, les mots « amour », « respect de la femme », « épanouissement », « liberté de

choix », « plaisir » n'ont été prononcés.

Claire Fontana nous appelle à la « désobéissance civile » pour sauver « nos » enfants. Elle s'approprie notre intimité, notre liberté de choix.

Or supprimer la loi ne supprimerait pas la détresse, la souffrance des femmes enceintes qui n'ont pour seule issue que l'avortement.

L'histoire nous a prouvée qu'elles se saigneront à en mourir pour se séparer de cet être non désiré.

Et l'enfant dans tout ça ?

Quelle vie sera offerte, dans ces conditions, à cet individu d'avance rejeté ? Il existe des moyens plus subtils et destructeurs de « broyer le crâne » des individus. Alors même qu'ils prétendent défendre la vie, à leurs yeux sacrée, les commandos anti-IVG condamnent peut-être l'enfant à une mort intérieure, à une véritable vie sans vie ! La vie, en soi, n'est pas, nous semble-t-il, à défendre à ce prix, qui est celui d'un avortement permanent, ultérieur à la naissance. Le crime, parfois, est aussi de ne donner que la vie à un

individu. Le plaisir et l'épanouissement individuels dépassent effectivement les anti-IVG.

Voilà pourquoi il faut lutter :

— pour la médicalisation de l'avortement ;

— pour la prise en charge des femmes en situation de détresse ;

— pour une augmentation des budgets des centres d'IVG et des antennes de planification familiale, la prévention par la contraception.

MARIE et LUC (Lyon)

AVORTEMENT - CONTRACEPTION : SOLIDARITÉ AVEC FIAMMETTA VENNER et PAUL CESBRON

Vingt-et-une personnes civiles et associations poursuivent en Justice Fiammetta Venner pour diffamation à propos de certains passages de son livre *L'Opposition à l'Avortement, du lobby au commando* [en vente à la librairie Publico au prix de 98 F. Ajoutez 10% de frais de port, NdIR].

L'association « La Trêve de Dieu » et Noëlia Garcia, qui a participé à plusieurs commandos anti-IVG, assignent à comparaître Paul Cesbron, président de l'Association nationale des centres d'IVG et de contraception (ANCI), pour injures publiques.

Les individus qui militent dans les associations contre le choix des femmes ont été récemment déboutés par la Cour de Cassation et reconnus coupables d'empêcher l'application d'une loi votée démocratiquement, dans un Etat de droit. Ils se considèrent comme les gardiens d'une loi « naturelle » et « divine », au-dessus de toute légalité, et se placent dans un rôle de martyrs lorsqu'ils se retrouvent devant les tribunaux. Ils risquent maintenant la prison ferme et ils ont obligation de payer les amendes auxquelles ils ont été condamnés.

L'ampleur de la manifestation du 25 novembre 1995 démontre la détermination de tous, femmes et hommes, à défendre les droits des femmes, à affirmer leur place dans la société et à contrer toute forme d'attaque contre la démocratie.

Les opposants aux droits des femmes cherchent donc d'autres moyens pour mener leur campagne idéologique de remontée de l'ordre moral. Ils se disent « attaqués », alors que leurs publications contiennent dans la plupart de leurs articles des propos violents, insultants, injurieux contre ceux qui ne partagent pas leurs idées.

Le procès de Fiammetta Venner aura lieu le 15 avril, au Palais de Justice de Paris, 17^e Chambre correctionnelle, à 13 h 30.

La date du procès de Paul Cesbron n'est pas encore connue.

Fiammetta Venner, sociologue, et Paul Cesbron, médecin, ont besoin de votre soutien. Faites partie du comité de soutien !

Fiammetta a besoin d'un soutien financier pour faire face à la procédure. Faites parvenir vos dons à l'ordre du MFPF, en indiquant au dos du chèque : « Soutien à F. Venner et P. Cesbron », au **Mouvement français pour le planning familial, 4, square Saint-Irénée, 75011 Paris.**

Premiers signataires : ANCI, CADAC, Confédération MFPF, CNT, FA, Fédération CRC-Santé-Sociaux, Les Verts.

COMITÉ de SOUTIEN à F. VENNER et P. CESBRON (Paris, le 2 avril 1995)

PARIS
dimanche 28 avril - 17 h
lundi 29 avril - 20 h 30
THÉOPHILE
(animateur des « Chroniques de l'ozone », sur Radio Libertaire)
et **TONIO GÉMÈME**
se donnent en spectacle au **THÉÂTRE du TOURTOUR**
20, rue Quincampoix, 4^e arr.
Entrée : 60 F.

ASSOCIATIONS

PARIS : UNIVERSITÉ POPULAIRE DE SAINT-BLAISE

L'association « Un Poumon pour Saint-Blaise » organise une université populaire, à partir de 20 h, au **6, square des Cardeurs, 75020 Paris**. Dans les prochains jours, il sera question :

— jeudi 11 avril : « Le théâtre dans la cité », avec Guy Rétoré ;

— vendredi 12 avril : « Une expérience de création en prison », avec Patrick Garcia.

Renseignements : **librairie - Lignes d'Outrance**, 1, place des Grès, 75020 Paris. Tél. : 46.59.01.67.

ISSY-LES-MOULINEAUX : SOIRÉE VALLÉE D'ASPE

« Les Enragé(e)s du Somport » vous invitent à fêter le premier anniversaire de Fantomidae, ourson de la vallée d'Aspe, le vendredi 12 avril, de 19 h 30 au dernier métro, à la **Casa di u populu corsu, 51, rue du Général-Leclerc (M^o Mairie-d'Issy), Issy-les-Moulineaux**. Entrée : 50 F (chômeurs, précaires : 30 F).

Au programme : défense du gîte « La Goutte-d'Eau », états généraux du Somport, musique

et chants. En option : buffet (avec ou sans viande), boissons (avec ou sans alcool), vente de posters. Présence, sous réserve, d'Eric Pétetin.

• **Les Enragé(e)s du Somport** - c/o **Le Maldoror, 10, rue du Grand-Prieuré, 75011 Paris.**

AIX-EN-PROVENCE : LIBRE PENSÉE

La Libre Pensée aixoise (groupe Francisco-Ferrer) tiendra une réunion publique le vendredi 12 avril, à 17 h 30, sur le thème : « La libre pensée et la pensée dogmatique de l'Orient et l'Occident », animée par le professeur Roland Breton.

La réunion aura lieu à **Aix-Associations, quartier d'Encagnane, 13090 Aix-en-Provence.**

La Libre Pensée tient une permanence chaque deuxième vendredi du mois, à la même heure et dans le même lieu.

PARIS : SOIRÉE GUATEMALA

Le Collectif Guatemala organise une soirée d'information le samedi 13 avril, à 19 h, **salle Pierre-Nicole, 9, rue Pierre-Nicole (RER Luxembourg), 75005 Paris**. Au

programme : un spectacle théâtral : *Rigoberta : la mort de Petrona*, suivi d'un débat : « L'impunité au Guatemala », animé par Maurice Lemoine, collaborateur au *Monde diplomatique* et rédacteur en chef du journal d'Amnesty International.

TOURNAI (BELGIQUE) : CONFÉRENCE LIBERTAIRE DU GROUPE « PLEIN LA VIE »

Le groupe anti-autoritaire « Plein la Vie » de Tournai vous invite, le mercredi 17 avril, à 19 h, à une présentation du mouvement libertaire par Roger Noël, d'*Alternative libertaire*-Bruxelles, au **café « Le Relais du miroir », rue Saint-Jacques**.

Par ailleurs, le n° 3 du journal *Plein la Vie* (quatre pages) vient de sortir. Il coûte 10 FB ou 2 FF.

Pour de plus amples renseignements, écrivez à : **Groupe Plein la Vie c/o Jean Delaunoy, 13, place aux Oignons, 7500 Tournai (Belgique).**

MARSEILLE : LE CIRA SUR LE WEB

Le Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) de Marseille est présent sur le *World Wide Web*, à l'adresse suivante :

<http://comm.qc.ca/Centre/Reseau/nou vra.html> (attention à respecter les majuscules et minuscules).

Une partie de son bulletin est désormais consultable à cette adresse. Cela n'empêche pas de s'abonner au Centre ou de lui envoyer des fonds de soutien (CCP 3 625 80 Y Marseille).

Le CIRA de Marseille, qui a maintenant 31 ans d'existence (eh oui !), recueille de nombreuses archives et manuscrits inédits du mouvement, les journaux libertaires qui lui sont envoyés, et les offre à la consultation gratuite des lecteurs. Il organise régulièrement des conférences sur des sujets historiques ou d'actualité et met en relation les différents chercheurs qui travaillent sur l'anarchisme de langue française.

Nous rappelons son adresse : **CIRA, BP 40, 13382 Marseille cedex.**

Par ailleurs, les textes français qui paraissent dans le forum « Recherche sur l'anarchisme » sont désormais accessibles sur le *Web* à la même adresse. Un lien permet d'accéder aux textes de langue anglaise.

Ciné sélection

Passionnante découverte des « films du sud » à Fribourg (Suisse)

Les œuvres cinématographiques du tiers monde ne trouvent quasiment aucune place sur nos écrans. S'attachant à « favoriser le dialogue interculturel », le festival de Fribourg, annuel à partir de 1992, offre depuis 1980 à des cinéastes d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine de présenter leurs créations.

Pour la dixième édition, du 3 au 10 mars, les organisateurs proposent, parmi les 110 films, une rétrospective consacrée à Jorge Sanjinés Aramayo, le plus célèbre metteur en scène bolivien.

Les dix minutes muettes de *Revolucion* (1963), qui comportent de nombreux plans rapprochés (mains de soldats saisissant des fusils, paysans et ouvriers s'emparant d'armes pour l'insurrection du 9 avril 1952, visages et pieds d'enfants...) apparaissent comme une radiographie du mal-développement et un témoignage aigu sur les rapports de domination comme sur l'aspiration à la lutte pour la libération.

Yawar Mallku (1969). Dans la commune de Kaata débarquent de sémillants yankees, membres d'un « Corps du progrès », officiellement animés d'intentions bienveillantes à l'égard de la population. Au centre de maternité, des médecins stérilisent des femmes qui ont vécu plusieurs grossesses. Les gendarmes arrêtent, avant de les fusiller, les meneurs qui ont envahi le dispensaire pour s'opposer à ces pratiques. Le chef de la communauté, Ignacio Mallku, grièvement blessé en tentant de s'enfuir, décède faute de sang indispensable à la transfusion. Les personnages indigènes s'expriment en langue quechua. Après la sortie du film, le *Peace Corps* suspendit sa campagne de contrôle des naissances. A cause de *Yawar Mallku* (*La sangre del condor* que l'on peut traduire par *Du sang pour le condor*), le natif de la Paz

risque théoriquement dix ans d'emprisonnement aux Etats-Unis.

Le Courage du peuple / La Nuit de la Saint-Jean (1971) reconstitue plusieurs massacres perpétrés par l'armée contre des mineurs et leurs familles. Ainsi, à l'aube du 25 juin 1967, des rangers du tyran Rene Barrientos exécutèrent des centaines de femmes, d'hommes et d'enfants autour du site de Siglo XX.

Miranda Guadalupe et Maria Inés Roque donnèrent la parole à des « femmes zapatistes ». Amalia, Elisa, Irma, Isidora, Laura... ont rejoint l'EZLN pour échapper à leur existence de pauvreté, dans l'espoir de concrétiser quelques-uns de leurs idéaux. *Las companeras tienen grado*. Le 10 avril 1994 : en souvenir d'Emiliano Zapata, assassiné il y a 75 ans, le sous-commandant insurgé Marcos s'adresse aux « bases de soutien, aux combattants réguliers et irréguliers... ».

A l'instar du dirigeant, les guerrilleros portent un passe-montagne. Elles ont pris les armes, car le gouvernement mexicain n'a pas tenu ses promesses. Chacun(e) peut monter en grade (lieutenant, capitaine...); le partage des tâches domestiques se déroule harmonieusement. Dans la forêt Lacandone, des relations amoureuses se tissent parfois; l'une ou l'autre union maritale se scelle dans le maquis. « *Nous ne craignons pas la mort. Nous y sommes préparées. Nous préférons décéder d'une balle dans la tête que d'une épidémie comme le choléra...* » Et face aux

troupes régulières, « *la nuit et la pluie sont nos amies...* »

Machaho (en tamazight, langue berbère ancestrale, *Il était une fois...*) est le premier long métrage kabyle de l'histoire du cinéma. Belkacem Hadjadj a conçu ce drame comme une parabole contre les archaïsmes qui alimentent les violences intégristes ainsi que les résidus barbares de mœurs charriant brutalités et intolérance. Le jury des jeunes lui décerna son Prix.

Deux hommes adossés à un mur. Coups de feu off. Ils glissent sur le sol, des traces de sang maculant la pierre. Spot-coup de poing contre la publicité en général et *United colors of Benetton* en particulier. Dans le programme officiel, les organisateurs ont intitulé *Sans titre* la vidéo de 25 secondes, afin d'éviter d'éventuels ennuis avec le fabricant de textiles transalpin. Le réalisateur argentin Hector Bujia en a conçu quelque contrariété.

Dans le magnifique *Ne meurs pas sans me dire où tu vas* (d'une durée de deux heures), Grand prix du festival, l'Argentin Eliseo Subiello aborde des thèmes essentiels comme la mémoire du temps, l'éternité de l'amour, la douleur de la séparation, l'agonie du Septième Art... Il évoque également le souvenir de milliers de disparus durant la dictature (1976-1982).

Le comité fribourgeois considère l'affluence de 13 000 spectateurs, dont de nombreux scolaires, comme un succès.

RENÉ HAMM

Editions du groupe Maurice-Joyeux (Paris)

Déjà parus :

- *A la recherche de la laïcité égarée*, de Pierre-Valentin Berthier, 5 F.
- *Les anarchistes et l'organisation*, de Maurice Joyeux, 8 F.
- *L'humanisme libertaire*, de Gaston Leval, 20 F.
- *Les anarchistes. Ce qu'ils sont, ce qu'ils ne sont pas*, de Sébastien Faure, 7 F.
- *L'individualisme social*, de Charles-Auguste Bontemps, 15 F.
- *Les différents visages de l'anarchisme*, par Stephen Byington, Edward Carpenter, John Henry Mackay, Henry Semour, W. Owen, 16 F.
- *Qu'est-ce qu'un anarchiste ?*, d'Emile Armand, 8 F.
- *Petit manuel individualiste*, Han Ryner, 15 F.
- *Qu'est-ce que la propriété selon P.-J. Proudhon* (volet 1), de Rhillon, 10 F.
- *Réflexions sur l'anarchisme*, de Manuel Devaldès, 15 F.
- *L'ABC de nos revendications individualistes anarchistes*, d'E. Armand, 7 F.

A paraître prochainement :

- *Ce que veulent les anarchistes*, de G. Thonar.
- *Le pacifisme libertaire*, de Pierre-Valentin Berthier.
- *Découverte de l'anarchisme*, de Louis Louvet.
- *Réflexions sur l'anarchisme*, d'A. Rettré.
- *Elisée Reclus*, de Han Ryner.
- *La propriété et la liberté*, d'Edouard Rothen.
- *Individualisme et socialisme*, l'indispensable synthèse, de Pierre-Valentin Berthier.
- *Qu'est-ce que la propriété selon P.-J. Proudhon* (volets 2 et 3), de Rhillon.
- *Histoire de la Fédération anarchiste (1945-1965)*, de Maurice Joyeux.
- *Autorité, anti-étatisme*, de Voline.

Tous ces ouvrages sont en vente (ou seront vendus) à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Chèque à l'ordre de Publico. Pour toute commande, ajoutez 10% de frais de port.

...

Appel à souscription du groupe Puig-Antich (Perpignan)

Le groupe Puig-Antich va éditer aux éditions du Monde Libertaire les *Actes du colloque national sur l'anarchisme*, qui s'est déroulé du 1^{er} au 4 novembre 1995 à Perpignan.

Ce livre, d'environ 150 pages, riche d'une douzaine d'interventions de militants et militantes libertaires sur tous les aspects de la vie sociale, économique, politique et culturelle, sera vendu 60 F, prix public (+ 5 F de frais de port).

Dès à présent, vous pouvez vous le procurer :

- en souscrivant pour le prix de 40 F (+ frais de port) ;
- en commandes groupées :
- à partir de 10 exemplaires : 30 F l'exemplaire (+ 25 F de frais de port) ;
- à partir de 20 exemplaires : 25 F l'exemplaire (+ 40 F de frais de port).

Pour passer vos commandes : CES, BP 233, 66002 Perpignan cedex. Chèque à libeller à l'ordre de : CES. CCP 3096 L Montpellier.

« Les pédagogies autogestionnaires »

ouvrage collectif sous la direction de Patrick Boumard et Ahmed Lamih - Ivan Davy éditeur

Les pédagogies autogestionnaires, comme d'une manière générale l'autogestion, furent longtemps (et sont peut-être encore) un fourre-tout où le meilleur côtoyait le pire.

Le meilleur, par delà les frontières boutiquières, ce fut (et c'est toujours) cet espoir quasiment magique en la capacité (pour peu qu'on lui en donne les moyens) de l'être humain à se vivre libre dans des rapports de liberté, d'égalité, d'entraide et de citoyenneté avec les autres êtres humains, et ce sans les béquilles de l'assistanat étatique.

Le pire, par delà les frontières épicières, ce fut (et c'est à l'évidence moins qu'avant) cette incommensurable peur de liberté qui réussit le tour de force de faire chausser à l'espoir des semelles de plomb de l'auto-censure *made in crétinisme politique* ou *made in technicisme*.

Le meilleur, c'est bien sûr les débuts du Mouvement Freinet, du groupe de pédagogie institutionnelle, le culot d'un Gabriel Cohn-Bendit, le « gnâck » des boutiques d'enfants et des écoles parallèles de l'après 68... Et le pire, ces références bovines à la Yougoslavie de Tito, à l'Algérie de Ben Bella, au

stalinisme d'un Makarenko, aux balivernes de l'arche de Noé... PSU, aux billevesées du pape Castoriadis, aux baudruches spontanéistes d'un printemps trop bref... et la descente aux enfers de l'autogestion de la misère et du cloche-merle « techniciste ».

Pour tout cela et pour bien d'autres choses encore, les pédagogies autogestionnaires, après avoir brillé de mille feux, se sont brûlés les ailes aux torchères impitoyables de la réalité. Et ne reste plus aujourd'hui que le meilleur. Cet espoir qui contre vents et marées, malgré l'histoire et les histoires, les renoncements, les trahisons et les résignations s'obstine, d'une manière plurielle, pratique et politique, à continuer à jouer du violon libertaire.

Les derniers chevaliers de Freinet, les professeurs Tournesol de la pédagogie institutionnelle tendance machin ou truc, les Zorro des lycées expérimentaux, les taupes rouges et noires de Vitruve, les Durruti de Bonaventure... sont assurément de cet espoir. Chacun à sa manière. Mais avec au cœur et au ventre l'évidence désormais flagrante que l'autogestion pédagogique n'a de

sens que dans la logique d'une certaine radicalité et dans la perspective d'une globalisation politique certaine.

Radicalité, globalisation politique, perspectives sociales, retour aux sources du sens et d'une soi-disant utopie — pour l'heure, chacun conjugue encore ces concepts à l'horloge de ses interprétations propres.

Reste que le temps semble être venu pour tous ces survivants d'au moins se rencontrer, avant peut-être de se confronter et (si Dieu et Bakounine le veulent) de faire ensemble.

Les pédagogies autogestionnaires est la première occasion de cette rencontre. Tout ce qui fait partie du ban et de l'arrière-ban des pédagogies autogestionnaires s'y exprime. Lapassade, Lobrot, Lourau, Ardoine, Fonville, lamih, Boumard, Le Gal, Elman, Hess, Cohn-Bendit, Laveix, le lycée autogéré de Saint-Nazaire, le lycée autogéré de Paris, Vitruve, Bonaventure... les pédagogies autogestionnaires d'hier et d'aujourd'hui s'y racontent. Et c'est très fort ! Car la parole des uns et des autres se contente de dire les uns et les autres. Et de laisser le

lecteur libre (non pas de son choix, car c'est flagrant que le problème n'est pas de choisir entre les uns et les autres) de vagabonder dans le pluralisme de pédagogies autogestionnaires, qui de toute évidence font un.

Vous voulez tout savoir sur les pédagogies autogestionnaires, sur leurs histoires, sur leurs déboires, sur leurs réalités, sur l'espoir qui les anime, sur leur cheminement vers... alors lisez ce bouquin !

Par delà la juxtaposition des points de vue, c'est à l'évidence un livre fondateur. Un livre fondateur, à partir des réalités présentes, de ce qui pourrait se faire de mieux en matière de pédagogie autogestionnaire dans le cadre et la perspective d'une autogestion généralisée que nous aimons à habiller des habits de lumière de la révolution sociale libertaire. Un grand merci, donc, à Ivan Davy de nous faire ce cadeau !

Deux cent soixante-dix pages, quatre-vingt dix francs. Ne te prive surtout pas de ça, camarade.

Bisous, bisous !

JEAN-MARC RAYNAUD

N.B. En vente à la librairie Publico, au prix de 90 F. Ajoutez 10% de frais de port.

JEAN GUIDONI
à la Manufacture
des Cèllets
à partir du 19 avril
(pour 16 représentations)
du mardi au samedi
à 21 h
(relâche exceptionnelle
le samedi 27 avril)
25-29, rue Raspail
(M^o Mairie-d'Ivry
ou RER gare d'Ivry).
Entrée : 80 F.
Réservations : 40.50.66.98.

RADIO LIBERTAIRE (89.4 FM)
Le groupe punk-rock
INFRACTION
sera l'invité
de l'émission « Réflex »
le vendredi 12 avril
de 16 h à 18 h

NŒUX-LES-MINES (PAS-DE-CALAIS)

Faire taire la « Grande muette »

QU'ON SE LE DISE, celle que l'on nommait traditionnellement la « Grande muette », autrement dit l'armée française, a su s'adapter au tout communication. Les « têtes chercheuses » de l'état-major ont bien saisi que maîtriser l'information, c'était renforcer le contrôle de l'opinion publique. Excédés d'avoir été supplantés, par le passé, par l'association Greenpeace dans la couverture médiatique des essais nucléaires, les galonnés ont su investir en hommes et en matériel pour garder une longueur d'avance sur les opposants à l'atome. Ce qui a permis à l'armée de s'assurer que les premières images qui furent diffusées lors de la dernière série d'essais sur l'ensemble des chaînes télévisées mondiales, étaient bien celles qui avaient été choisies dans les sphères du pouvoir.

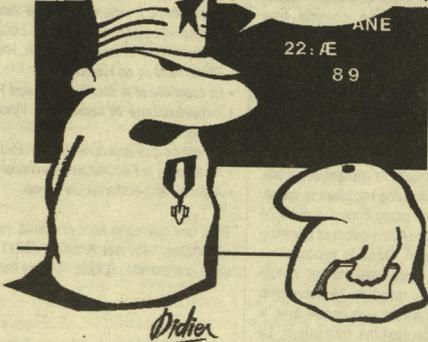
Orchestrée par Jacques Chirac, la propagande outrancière qui fut menée autour du projet de suppression du service militaire a montré de façon exemplaire l'importance qu'accorde l'Etat français à l'aura de sa politique de défense.

Le Monde libertaire soulignait à juste titre que la fin du service militaire rendrait caduques l'objection de conscience et l'insoumission en tant que formes concrètes de contestation du militarisme (1).

Afin de parvenir à faire taire la Grande muette, il nous faut donc, chaque fois que nous en avons la possibilité, contrer la propagande militariste. Lorsque l'on se rappelle avec quelle violence ont été molestées, par les forces de l'ordre établi, les personnes qui s'étaient rassemblées place Rihour, le 10 novembre 1994, pour manifester leur conviction antimilitariste à l'appel des libertaires lillois (2), on mesure l'enjeu que cela représente. Loin d'intimider les opposants à l'absurdité guerrière, ces violences policières ont renforcé leur détermination à se retrouver de nouveau le 10 novembre dernier pour protester contre la militarisation de la société, le plan Vigipirate (3), le nucléaire civil et militaire. Si cette fois aucun manifestant n'eût à goûter les valeurs éducatives des matraques de la ficaille, si aucune interpellation ne fut opérée, on est en droit de se demander si ce ne fut pas dû à la présence d'un cracheur de feu, venu du squatt « La Verrue » (4) nous régaler de ses arabesques chaleureuses, qui, de toute évidence, ont refroidi les ardeurs des hommes en bleu !

Non contente d'occuper les tubes cathodiques, d'organiser annuellement des cérémonies morbides au culte de la barbarie, de faire du 14 juillet qui est censé être une fête révolutionnaire une parade militaire, alors que l'on sait bien de quel côté est l'armée lors des mouvements insurrectionnels, la chienlit kakie s'arroge le droit de venir nous emmerder jusque dans nos écoles. Entre autres infamies mises en place par la canaille socialiste, le protocole armée-éducation

Enlevez-moi du programme cette rédaction sur la mer ou la montagne. Le code militaire interdit que l'on donne son opinion!



permet aux militaires de venir laver les cerveaux des enseignants et des enfants qui sont sous leur responsabilité. Ce fut le cas le 12 novembre dernier dans la circonscription de Beuvry (Pas-de-Calais). Sous prétexte d'initier les gosses à la musicologie et de leur présenter l'histoire de la citadelle de Lille, le 43^e Régiment d'infanterie et sa fanfare sont venus leur jouer un petit air de gloriole patriotarde, sans en avoir prévenu les parents au préalable.

Suite à ce détestable concert, l'armée avait l'intention d'organiser, en collaboration avec l'inspection académique, une série de trois conférences prétendument pédagogiques. Suite aux vigoureuses protestations du syndicat CNT de l'Education Nord/Pas-de-Calais et de l'association « Poil-à-gratter », regroupant des parents d'élèves mécontents, la date de la première conférence fut repoussée au 20 mars. L'opiniâtreté de la CNT et de « Poil-à-gratter » a contraint les autorités à décaler une nouvelle fois la date de cette animation sur le thème de la « défense militaire et de la stratégie nucléaire française ».

Ainsi donc, en définitive, les responsables de l'Education nationale et de l'armée ont fini par arrêter la date du 22 mars (les soixante-huitards apprécieront !) et après avoir pressenti la salle Georges-Brassens de Nœux-les-Mines (il a dû s'en retourner dans sa tombe, le bougre !), ils ont opté pour la salle des fêtes de cette même ville.

A l'appel de l'Union régionale de la CNT-AIT, des Verts du bassin minier ouest, de l'association « Poil-à-gratter » et de l'Alliance rouge et noire, un rassemblement de protestation fut organisé aux abords de cette salle. Drapeaux noirs déployés, une poignée d'individus a choisi d'aller plus loin et a investi la salle où plus de 200 instituteurs et institutrices écoutaient sagement le conférencier, sous les regards protecteurs de l'inspectrice académique et d'un chefailon militaire.

L'intervention inopinée de ces anarchistes déterminés a obligé, de guerre lasse, les responsables à annuler cette « réunion de travail » (5), comme la définissait le conférencier. Ils ont bien fini par se rendre compte que ces « agitateurs » resteraient sur place tant qu'il le faudrait, pour empêcher que cette réunion ait lieu et ce, malgré les appels au calme (à l'ordre) de l'inspectrice, du porteur de képi, du commissaire de police et des syndicalistes réformistes (FEN et SNUIPP).

Certains instituteurs ont poussé le zèle bélant au point de proposer à leurs collègues de rester dans la salle jusqu'à l'heure prévue par la hiérarchie, même si la conférence ne pouvait avoir lieu. Qu'ils n'aient crainte, ils auront leur note de service augmentée, en bons serviteurs de l'Etat qu'ils sont !

Les libertaires ont profité de cette action pour développer, devant les enseignants réunis bon gré mal gré dans cette salle (ces conférences sont obligatoires et bien peu osent s'y soustraire), bon nombre des arguments antimilitaristes. Aux alentours de 19 h, tout le monde a fini par évacuer la salle sans qu'aucun des compagnons libertaires n'ait à subir de contrôle d'identité ni de garde à vue. Espérons que cela aura dissuadé les militaires à venir reparler de la dissuasion nucléaire dans les écoles avant longtemps. Laissez-moi rêver !

CHRISTOPHE FÉTAT
(adhérent individuel FA - Lille)

- (1) Le Monde libertaire n° 1035 du 21 au 27 mars 1996. Ce qui en attendant cette suppression n'est retiré aucune validité à l'objection et à l'insoumission.
- (2) Le Monde libertaire n° 975 du 17 au 23 novembre 1994.
- (3) Soit dit en passant le plan Vigipirate est toujours en vigueur à Lille ce qui nous vaut le déplaisir de croiser force Kakis dans les allées de la gare et du métro.
- (4) Squatt qui s'était établi dans la rue Francisco-Ferrer du quartier de Lille-Fives. Les squatters ont depuis été expulsés par les pandores.
- (5) L'étymologie nous rappelle que « travail » vient d'un mot latin qui désignait un instrument de torture.

RENDEZ-VOUS

ANNEMASSE

Les sympathisants libertaires de la région d'Annemasse sont invités à prendre contact avec la liaison qui vient de se constituer, ceci en vue de créer un groupe FA. Pour de plus amples renseignements, écrivez à la librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon, qui transmettra.

NICE

Chaque mardi soir, dès 20 h, le groupe FA de Nice organise des discussions libertaires - au 19, rue de Dijon (près de l'ancienne gare du Sud). De plus, les permanences du groupe se tiennent tous les samedis de 15 h à 18 h, à la même adresse. Groupe FA c/o ADCL, BP 171, 06303 Nice cedex 4.

LYON

Le samedi 13 avril, à 15 h, les groupes FA organisent une conférence-débat sur le thème : « Palestine : quel futur autour du processus de paix, face à l'Etat d'Israël ? », à la librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

PARIS

L'Union régionale parisienne de la FA tient une permanence le samedi de 15 h à 17 h, au local « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (rue Lepic), métro Blanche ou Abbesses, 75018 Paris. Tél. : 42.23.32.18.

MARSEILLE

Le groupe FA tient une permanence les premier et troisième jeudis de chaque mois, entre 18 h et 19 h 30, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (où l'on peut également lui écrire). Le groupe anime également l'émission « On s'en branle », sur Radio Galère (88.4 FM), chaque deuxième mercredi du mois, entre 22 h 30 et 23 h 30.

MONTPELLIER

Le groupe FA de Montpellier vous invite à assister aux conférences sur l'école libertaire Bonaventure d'Oléron, qui se dérouleront : - mercredi 10 avril, à 18 h., à l'Université Paul-Valéry, salle B.U.B. - jeudi 11 avril, à 20 h 30, au local du groupe L'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc.

PARUTIONS

BROCHURES

Le groupe FA de Nice vient d'éditer une brochure intitulée : *Collectivisation, l'œuvre constructive de la révolution espagnole* (143 pages). Cet ouvrage est la réédition d'un texte, aujourd'hui épuisé, de la CNT en exil où est dressé le bilan des collectivisations dès 1937. Prix : 45 F.

L'Anarchie de Sébastien Faure (40 pages) et *Les Révolutions russes* de Voline (85 pages) sont encore disponibles. Elles coûtent 15 et 35 F. Les trois brochures sont vendues 80 F, port compris. Chèque à l'ordre d'ADCL, BP 171, 06303 Nice cedex 4.

PRESSE

Le n° 128 (avril 96) de *Contre Vents et Marées*, journal d'humour anarchiste de la région Rhône-Alpes est paru. Prix 6 F (abonnement : 60 F). « Contre-Courants », La Ladrrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

FEUILLE

L'Egalité économique et sociale, feuille mensuelle recto-verso du groupe Kronstadt, est disponible à la librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon. Abonnement : 50 F pour dix numéros.

PRESSE

Alternative libertaire, abonnement : 150 FF les 10 numéros, par mandat international à adresser à : *Alternative libertaire*, 2, rue de l'Inquisition, 1040 Bruxelles (Belgique).

SOMMAIRE

Page 1 : Mobilisation des travailleurs contre les suppôts du capital (suite p. 2), Mort aux vaches folles ? (suite p. 3).
Page 2 : Mobilisation des travailleurs contre les suppôts du capital (suite de la « une »), Une bouffonnerie contre la lutte de classe.
Page 3 : Mort aux vaches folles ? (suite de la « une »), Les violences de l'école, le filc flippe.
Page 4 : Les axes de lutte d'ASUD, La protection sociale en France : Etat des lieux alarmant.
Page 5 : Associations l'Etat vous aime,

La collectivité agricole « Los Arenales », Associations.
Page 6 : IVG : le cinéma d'épouvante des « fous de Dieu », Avortement-contraception : Solidarité avec Fiammetta Venner et Paul Cesbron, Associations.
Page 7 : Passionnante découverte des « films de sud » à Fribourg (Suisse), Editions du groupe Maurice-Joyeux, Appel à souscription du groupe Puig-Antich, « Les pédagogies autogestionnaires ».
Page 8 : Faire taire la « Grande muette », Rendez-vous, Parutions.